

On ne peut cependant se contenter de cette explication, sous peine de tomber dans le subjectivisme. Il est nécessaire également de chercher les *causes historiques* de cette incompréhension tragique : l'appareil du Parti bolchevique est devenu l'instrument inconscient de la prise de pouvoir d'une couche sociale bureaucratique *parce qu'il avait lui-même commencé à se bureaucratiser*. L'appareil du parti, intégré dans l'appareil d'Etat et s'identifiant à lui dans une large mesure, avait déjà subi lui-même les premières phases de la dégénérescence bureaucratique; il était incapable, de ce fait, *parce que cela était contraire à ses intérêts idéologiques et matériels*, de combattre un processus dans lequel il était en partie un acteur.

On peut épiloguer longuement, comme l'ont fait une série de marxistes, depuis Souvarine jusqu'à Deutscher, sur l'inévitabilité historique de la victoire de Staline ou sur les erreurs tactiques de Trotsky (5). Ce qui est important, c'est le fait qu'une *série d'erreurs institutionnelles du Parti bolchevique aient favorisé ce processus d'identification des appareils de l'Etat et du parti et de bureaucratization simultanée de ces deux appareils*, qui rendait le parti sociologiquement inapte à jouer le rôle de frein à la bureaucratization :

a) *Interdiction des fractions dans le Parti bolchevique.*

A partir du moment où l'on interdisait les fractions dans le Parti bolchevique, la démocratie interne ne pouvait plus se maintenir dans le parti : en effet, s'il y a liberté de discussion, il est inévitable qu'il y ait formation de tendances; il est inévitable aussi, surtout s'il y a un début de bureaucratization, que les tendances se transforment en fractions, parce que les divergences se systématisent et se généralisent.

b) *L'établissement du principe du parti unique.*

Contrairement à une opinion généralement répandue, le principe du parti unique ne se trouve dans aucun texte de Lénine, ni dans la constitution de l'Etat soviétique : jusqu'en 1921, plusieurs partis (menchevik de gauche, socialiste-révolutionnaire, anarchiste) eurent une existence légale dans la mesure où ils ne s'alliaient pas, les armes à la main, à la contre-révolution : certains soviets étaient dirigés par d'autres partis (usine de caoutchouc de Moscou dirigée par les mencheviks); dans d'autres soviets, il y eut des élections avec listes séparées représentant plusieurs partis. Pourtant, à partir de 1921, sans légiférer théoriquement sur le principe du parti unique, on a agi comme si cette règle existait. Il était logique, à partir du moment où l'on interdisait les fractions, de supprimer pratiquement les autres tendances du mouvement ouvrier soviétique. Ceci est un point très important et totalement escamoté par l'idéologie stalinienne : il est impossible de trouver une phrase de Lénine où il dise que la dictature du prolétariat nécessite l'existence du parti unique; Lénine a dit par contre qu'il ne faut pas admettre une dictature du prolétariat sans Parti bolchevique, ce qui est totalement différent.

L'erreur de jugement du Parti bolchevique, alors que la guerre civile était

terminée et que les tensions sociales commençaient à diminuer, fut de penser qu'il fallait, à l'approche de la N.E.P. et des dangers qu'elle allait provoquer, accentuer la répression politique et la centralisation. L'interdiction des autres partis est fondée sur la crainte qu'avait le Parti bolchevique de voir la bourgeoisie ou la paysannerie se saisir d'un de ces instruments pour tenter de reprendre le pouvoir. Cette erreur eut des conséquences très graves sur le plan pratique; sur le plan théorique, l'histoire a démontré que le moyen le plus adéquat de combattre idéologiquement et sociologiquement les dangers de restauration du capitalisme était la *continuation de l'activité politique du prolétariat* : il était nécessaire de *créer des conditions qui poussent à la repolitisation du prolétariat soviétique*, alors que la suppression de la démocratie prolétarienne était au contraire un puissant obstacle à cette repolitisation et facilitait la bureaucratization que Lénine avait voulu par-dessus tout éviter.

c) La troisième erreur institutionnelle, peut-être la plus grave, fut l'*incompréhension des liens organiques entre le régime soviétique, la propriété collective et la nécessité de l'accumulation socialiste primitive*, c'est-à-dire de la « compétition » avec le secteur privé de l'économie (6) : aux yeux du parti bolchevique, la coexistence entre l'Etat ouvrier et le secteur privé (petits paysans et commerçants) allait se faire sur le schéma suivant : industrie d'Etat à un niveau de productivité supérieur et victoire du secteur le plus progressiste par rentabilité économique plus grande. La conséquence de ce raisonnement était de fonder les entreprises d'Etat sur la rentabilité économique individuelle, ce qui exigeait un haut niveau de centralisation de la gestion des entreprises, fondant le principe du « ledinonatchalny », c'est-à-dire de la direction de l'entreprise par un seul homme.

Tout en établissant ce principe, Lénine et le Parti bolchevique étaient également conscients des graves dangers de bureaucratization qu'il comportait. Ils essayèrent de les combattre en instituant une série de garde-fous qui devaient empêcher cette bureaucratization de dépasser un certain niveau :

- grande autonomie syndicale ;
- système de la « troïka » à l'intérieur des usines : les pouvoirs du directeur de l'usine étaient fortement limités par le contrôle du parti et du syndicat (qui se transformait souvent en contrôle du secrétaire du parti et du secrétaire du syndicat) ;
- une législation sociale extrêmement progressiste qui s'opposait aux abus du directeur d'usine : la législation sociale de l'Union soviétique dans les années 20 était tout à fait exemplaire : les ouvriers ne pouvaient être licenciés par le directeur ; on ne pouvait imposer des heures supplémentaires, etc.

L'erreur de Lénine et du parti fut de ne pas comprendre que tous ces garde-fous dépendaient en dernière analyse des conditions de pouvoir central. Dans la mesure où la bureaucratie *contrôlait de plus en plus l'Etat et le parti*, la lutte des ouvriers déjà très passifs, pour maintenir ces garde-fous contre le pouvoir de plus en plus exorbitant de la bureaucratie allait devenir de plus en plus difficile.